

Maître d'Ouvrage:

HOMELAIN c/o Jean LAIN Mobilités

158 Avenue des Epinettes

73290 La Motte Servolex

Opération: Réaménagement d'une concession MG

Commune de Reventin Vaugris 38121

LOT n°00

Prescriptions communes à tous les lots

C.C.T.P. / D.P.G.F.

Contrôleur Technique

ALPES CONTROLES

Coordonnateur SPS

ALPES CONTROLES

| | | | | | | |
|----|--|--|--|--|--|--|
| 01 | <p>Préambule</p> <p>Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières, rassemble les données, prescriptions, caractéristiques, performances, spécifications d'ordre technique que le Maître d'ouvrage a jugé nécessaires de formuler en complément des règles de l'art, pour s'assurer de la bonne exécution des travaux, relatif à :</p> <p>Projet d'aménagement et de creation d'une nouvelle concession de la marque MG automobiles au sein du batiment existant « jld moto » situe 264 d1007 (parcelle ab 276) a Reventin-Vaugris 38121 pour le compte de HOMELAIN 158 rue des Epinettes 73290 LA MOTTE SERVOLEX c / JEAN LAIN MOBILITES</p> <p>NOTA : Le présent projet est soumis à la réglementation RT par élément</p> <p>Établissements code du travail avec de petits locaux ERP type W, 5 ème catégorie sans locaux à sommeil</p> <p>Liste des Intervenants:</p> <p>Maître d'ouvrage HOMELAIN 158 rue des Epinettes 73290 LA MOTTE SERVOLEX M.Pierre Oliver COLLONGES / Directeur Technque Bâtiment Mme Natacha DEYSSE / Chargée d'opération Tel :06 58 35 83 48 ndeysse@jeanlain.com</p> <p>Architecte de conception et de Maîtrise d'Oeuvre M. Jérémy NORMANDON et M. Laurent JARDIN - 06 15 30 94 19 Atelier d'Architecture Jean-François BENOIT & Associés 22, rue Paul HELBRONNER 38100 GRENOBLE Tel : 04 76 09 43 43 / 06 15 30 94 19 contact@benoit-architecte.fr</p> <p>Géomètre / relevés des existants AGATE 20, rue Paul HELBRONNER 38100 GRENOBLE Tel : 04 76 40 17 84</p> <p>Géotechnicien Sans objet</p> <p>BET Fluides IBI BRUN / M. Cyrille TEILLOT 110 Rue des Tenettes 73190 St Baldoph Tel : 04 79 60 06 67 cyrille.teillot@ibi-pb.fr</p> <p>BET Structure béton armé et Structure métallique SORAETEC / M.Alain BASTIDE et M.Theo DUMAS 2 rue de la Viscose 38130 ECHIROLLES 04 76 49 09 17 / 06 37 72 04 21</p> <p>Bureau de contrôle - SPS</p> | | | | | |
|----|--|--|--|--|--|--|

| | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|
| <p>ALPES CONTRÔLES / M.Denis BLANC sps.savoie@alpes-controles.fr Tel: 04 79 89 57 40 - 06 07 51 45 70 60 rue Thomas Edison 73200 GILLY SUR ISERE</p> <p>Bureau de contrôle - Contrôleur technique ALPES CONTRÔLES / M. Stéphane MARRET t.cordier@alpes-controles.fr -07 85 15 22 53 Agence de Villeurbanne -17 avenue Condorcet 69 100 VILLEURBANNE</p> <p><u>Phasage de l'opération:</u></p> <p>Les travaux se dérouleront en 1 phase.</p> <p><u>Liste des lots:</u></p> <p>LOT 00 : Prescriptions communes à tous les lots LOT 04 : Gros oeuvre en maçonnerie LOT 05 : Charpente métallique LOT 06 : Couverture - Étanchéité - Bardage LOT 07 : Menuiseries extérieures aluminium LOT 09 : Métallerie - Serrurerie LOT 11 : Porte industrielle LOT 13 : Plâtrerie LOT 14 : Menuiseries intérieures LOT 15 : Cloisons amovibles - Faux plafonds LOT 16 : Carrelage - Faïences LOT 17 : Sols souples - stratifiés LOT 18 : Peintures LOT 19 : Résine LOT 11 : Plomberie, sanitaire, ventilation, chauffage, climatisation. LOT 20 : Électricité, courants faibles. LOT 21 : Plomberie LOT 22 : Chauffage - Climatisation - Ventilation LOT 26 : V.R.D LOT 29 : Espaces verts LOT 30 : Nettoyage</p> <p><u>IMPORTANT:</u> -Les entreprises doivent respecter les prescriptions des équipementiers ainsi que le cahier des charges et charte du Maître d'Ouvrage JEAN LAIN dont les prescriptions et préconisations sont jointes au dossier de consultation.</p> <p><u>Délai des travaux:</u></p> <p>Les travaux sont à réaliser conformément au planning prévisionnel des travaux Ordres de Service septembre 2023 Intervention de l'équipementier DIPLEX fin septembre 2023, Équipementier pour les ponts et le compresseur en continuité Livraison fin novembre 2023</p> <p><u>Liste des documents graphiques:</u></p> <p>Suivant listes des pièces jointes au dossier.</p> <p>Les règles en vigueur à appliquer en période de pandémie Covid - 19 sont celles du guide des préconisations - Covid 19 de l'OPPBTP en date du 02 avril 2020 avec les dernières mises à jour en date du 02 mars 2022 sont réputés connus, pris en compte et appliqués par tous les</p> | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|

| | | | | | | |
|--|---|--|--|--|--|--|
| | <p>intervenants de ce chantier.</p> <p><u>Nota:</u></p> <p>Le présent C. C. T. P. constituant le document contractuel technique des plans fournis, les entrepreneurs ne pourront arguer d'un manque de concordance entre plans et C.C.T.P., d'une imprécision dans la description ou la figuration des ouvrages pour ne pas exécuter le travail dans les règles de l'Art. Ils se complètent tous.</p> <p>Le prix tient compte, sans que l'énoncé ci-dessous soit limitatif, des plus-values nécessitées par :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les difficultés d'approvisionnement et de mise en oeuvre.- Les frais d'échafaudage, d'étalement, d'épuisement d'eau.- La protection des surfaces.- Les nettoyages et enlèvements des gravois après chaque intervention.- L'ensemble des prescriptions prévues aux documents contractuels concernant notamment la participation de l'entrepreneur à la préparation de l'exécution, l'organisation matérielle et collective du chantier et les obligations diverses de l'entrepreneur prévues par les documents, notamment en ce qui concerne les règles de sécurité. <p>Les analyses ou essais prévus dans le D. T .U. seront toujours à la charge de l'entrepreneur, de même que l'ensemble des échantillons et maquettes qui seront réclamés par le Maître d'ouvrage afin de permettre le choix des produits, matériaux, coloris à fournir au début de la période de préparation, ou en temps nécessaires au parfait approvisionnement du chantier sur demande de l'entreprise.</p> <ul style="list-style-type: none">- L'arrêté de DP et AT en cours d'instruction.- Les essais complémentaires demandés par le Maître d'ouvrage seront également à la charge de l'entreprise si les résultats ne sont pas conformes aux prescriptions du marché. <p><u>IMPORTANT:</u></p> <p>L'ensemble des études techniques et d'exécution EXE sont à charge de l'entreprise sur la base des études PRO de l'équipe de Maîtrise d'Oeuvre qui a une mission VISA</p> <p>Les entreprises devront remettre une proposition de prix complète, la décomposition de prix global et forfaitaire sera établie sur la base du C.C.T.P. établis par la Maîtrise d'Oeuvre, comportant les ouvrages annexes et complémentaires, nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage suivant les règles de l'art et les différents DTU et normes en vigueur.</p> <p>Le cadre de bordereau en vigueur remis avec le dossier DCE servira de base au chiffrage de l'entreprise</p> <p>Le cadre de bordereau quantitatif n'a pas de valeur contractuelle et exprime uniquement la décomposition du prix global et forfaitaire en vue de l'établissement des situations de travaux.</p> <p>Le cadre de bordereau quantitatif est à vérifier,remplir et compléter obligatoirement par l'entreprise et à remettre avec son offre.</p> <p>l'entreprise est responsable des quantités de la DPGF. Aucune plus-value ne sera acceptée.</p> <p>Tous travaux non désignés dans le cadre de bordereau et que l'entreprise jugerait bon d'ajouter pour compléter son offre devront y figurer, et seront incluses dans le montant de l'offre.</p> <p><u>Références:</u></p> <p>Tous les ouvrages devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels parus jusqu'à la remise des prix et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le règlement sanitaire duquel relève la commune où est implantée l'opération, objet du présent marché.- Les cahiers des charges des normes et DTU, les règles de calcul DTU publiés par le C.S.T.B. ainsi que leurs annexes, modificatifs, additifs ou | | | | | |
|--|---|--|--|--|--|--|

| | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|
| <p>errata.</p> <ul style="list-style-type: none">- Les Cahiers des Clauses Spéciales (C.C.S.) rattachés aux D.T.U., et les mémentos pour la conception publiés par le C.S.T.B.- Les avis techniques, les cahiers du centre technique du bois et les cahiers des charges ou procédure expérimentale spécifique (ATEX) pour l'exécution des ouvrages non traditionnels.- Les normes: les normes françaises homologuées : Tous les produits (matériaux et équipements) pour lesquels des normes NF existent devront être homologues NF.- Les classements aux labels décernés par les organisations de certification spécialisées, notamment: <p>* ACERMI - isolants thermiques</p> <p>* CTB CI -charpentes industrialisées en bois</p> <p>* UPEC -revêtements plastiques -carrelages</p> <p>* CEKAL -vitrages isolants</p> <p>* FASTE -blocs-portes intérieurs</p> <p>* QUALICOAT -laquage sur profilés métalliques</p> <p>* QUACANOD - anodisation (aluminium)</p> <p>* CTB Bois + Traitement des bois</p> <p>*.Règles CM.-.Règles pour le calcul et l'exécution des constructions métalliques</p> <p>*.AEV - Classement performantiel menuiseries extérieures</p> <p>*. E.uocodes pour les lots de structures</p> <p><u>PV de classement au feu:</u></p> <p>Les éléments de construction pour lesquels un classement de résistance ou de réaction au feu est requis par la réglementation en vigueur, devront faire l'objet d'un Procès-verbal d'essai d'un laboratoire officiel.</p> <p><u>Réglementation contre l'incendie:</u></p> <p>- le décret du 31 Octobre 1973 et à l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public</p> <p>- l'arrêté relatif au établissements de type M, 5 ème catégorie</p> <p>- la circulaire du 3 mars 1982 complétée par la circulaire du 21 juin 1982 relative aux Instructions Techniques Ministérielles prévues dans le règlement de sécurité</p> <p>- Instruction Technique n° 248 relative aux systèmes d'alarme utilisés dans les établissements recevant du public</p> <p>- Instruction Technique n° 246 relative aux systèmes de désenfumage utilisés dans les établissements recevant du public</p> <p><u>Études techniques et d'exécution:</u></p> <p>Les entreprises auront à prendre en charge la prestation concernant le sétudes d'exécution, des plans et études d'atelier propres aux ouvrages des différents lots.</p> <p>Ces documents doivent être remis en parallèle pour approbation :</p> <p>*.au bureaux d'études techniques</p> <p>* au bureau de contrôle technique.</p> <p>* au Coordonnateurr SPS</p> <p>* au Maitre d'Oeuvre (mission visa)</p> <p>- soit au minimum en 4 exemplaires.</p> <p>Les entreprises sont tenue de tenir à jour un tableau de fourniture de plan et d'échantillons.</p> <p>* fourniture</p> | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|

| | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|
| <p>* date</p> <p>Les entreprises devront fournir un bordereau de prévision de production de documents d'exécution.</p> <p>En aucun cas, les entreprises ne devront effectuer des commandes de matériaux et matériels, ou entreprendre des travaux, sans que les Maître d'Ouvrage, Architecte, Bureau de Contrôle et Coordonnateur SPS n'aient formulé un bon pour exécution définitif.</p> <p><u>Marché global et forfaitaire</u></p> <p>Le présent C.C.T.P a été réalisé afin que l'entrepreneur puisse saisir l'esprit dans lequel a été conçu le projet et établir une offre en toute connaissance de cause et en utilisant au mieux ses propres capacités techniques.</p> <p>Le marché sera traité à prix forfaitaire quels que soient les aléas rencontrés lors des travaux.</p> <p>Il est rappelé que le prix forfaitaire doit comprendre tout ce qui est nécessaire à un achèvement complet par rapport aux objectifs à atteindre et aux sujétions relatives aux exigences en matière de sécurité et de protection de la santé.</p> <p>L'entrepreneur ne pourra pour se soustraire à cette obligation ni s'appuyer sur ce que les spécifications du C.C.T.P .pourraient présenter d'incomplet ou de contradictoire.</p> <p>Les explications qu'il doit demander au Maître d'ouvrage, ainsi que la reconnaissance des lieux qu'il aura effectuée, l'aura mis à même de s'édifier complètement sur les travaux à réaliser, et de donner un prix forfaitaire en parfaite connaissance de cause.</p> <p>L'entrepreneur a toute latitude pour poser, par écrit, au Maître d'ouvrage, toutes questions qu'il jugerait utile à la parfaite compréhension du projet.</p> <p>De la même façon, il doit signaler les omissions qui ne permettraient pas de livrer l'ouvrage construit en parfait état, avec toutes les commodités auxquelles peuvent prétendre les utilisateurs.</p> <p>L'entrepreneur est réputé, pour la remise de son offre :</p> <ul style="list-style-type: none">- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et de s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.- avoir procédé à une visite du terrain, à une visite d'état des lieux exhaustive et apprécié toutes les sujétions relatives : <p>à l'état de l'existant</p> <p>à la configuration des abords et des accès</p> <p>à l'organisation et au fonctionnement du chantier: moyens de communication, lieu d'approvisionnement en matériaux, conditions de stockage, éloignement des décharges autorisées, installation du chantier, conditions d'alimentations en eau, en électricité, etc...</p> <p>à la topographie et à la nature du terrain</p> <p>aux sujétions relatives aux exigences en matière de sécurité et de protection de la santé</p> <ul style="list-style-type: none">- avoir pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que des sites, des lieux et desterrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation s 'être assuré qu' elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'ouvrage,du contrôleur technique et du coordonnateur SPS et avoir pris tous renseignements utiles auprès des Services Publics ou de caractère publics : services de l'équipement, Services Municipaux, Service des Eaux, ENEDIS, GAZ, ORANGE, chauffage urbain etc... <p>Avant le démarrage de ses travaux, l'entrepreneur doit attirer l'attention</p> | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|

| | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|
| <p>du Maître d'ouvrage sur les inconvénients, les vices ou malfaçons qui pourraient résulter des erreurs ou omissions qu'il aurait constater dans les documents qui lui ont été remis et dans les ordres qu'il les a reçus.</p> <p>Dans tous les cas, aucun travail ne pourra être considéré comme supplémentaire au forfait s'il n'a pas été commandé par ordre de service et signé par le Maître d'ouvrage.</p> <p>Les analyses ou essais prévus dans le D. T .U. seront toujours à la charge de l'entrepreneur, de même que l'ensemble des échantillons et maquettes qui seront réclamés par le Maître d'ouvrage afin de permettre le choix des produits, matériaux, coloris à fournir au début de la période de préparation, ou en temps nécessaires au parfait approvisionnement du chantier sur demande de l'entreprise.</p> <p><u>Contenu du prix:</u></p> <p>Le prix est réputé comprendre notamment, et sans que cela soit limitatif :</p> <p>Tous éléments et produits nécessaires à la bonne tenue et au parfait achèvement de l'ouvrage</p> <p>Aucun produit neuf, rentrant dans la composition des matériels et matériaux ou dans leur mise en oeuvre ne devra comporter d'amiante.</p> <p>Les éventuelles modifications à apporter au dossier établi par le Maître d'Oeuvre qui pourraient s'avérer nécessaires</p> <p>Les études, calculs, dessins d'exécution et de détail, nomenclatures nécessaires à l'exécution des ouvrages.</p> <p>La fourniture et mise en oeuvre des échafaudages et des protections collectives.</p> <p>Les aménagements demandés par le Bureau de Contrôle Technique.</p> <p>Les raccordements sur les réseaux extérieurs.</p> <p>Le constat d'état des lieux contradictoire par huissier des voiries, abords intérieurs et extérieurs .</p> <p>La remise en état de tous ouvrages dégradés durant la réalisation des travaux ou pour les besoins de la réalisation des travaux, qu'ils soient internes à l'opération (ouvrages sur lesquels aucune intervention n'était prévu mais qui auront été dégradés intentionnellement ou accidentellement) ou externes à l'opération (espaces verts, trottoirs, voiries, etc...).</p> <p>La protection des ouvrages pendant toute la durée du chantier et jusqu'à la réception. La protection des ouvrages existants non concernés par les travaux mais exposés aux risques de dégradation. Tous réglages et ajustements nécessaires pour le bon fonctionnement.</p> <p>Les essais contrôles et prototypes, et en particulier :</p> <p>- Tout prototype ou essai préalable à l'exécution des ouvrages suivant CCTP ou demande éventuel du Bureau de Contrôle ou du Maître d'oeuvre en cours de chantier.</p> <p>La réalisation des essais COPREC pour les équipements techniques et la fourniture des procès verbaux correspondants.</p> <p>Les frais de contrôle en vue de l'obtention des certificats de conformité CONSUEL pour les installations électriques.</p> <p>Les frais des équipements et installations de sécurité collective et individuelles (voir PGC).</p> <p><u>Les prestations suivantes sont à la charge de l'entreprise de gros oeuvre:</u></p> <p>* Les panneaux de chantier et clôtures provisoires.</p> <p>* Les installations communes d'hygiène et de sécurité à usage du personnel de chantier (maintien et entretien).</p> <p>* La réalisation des réseaux provisoires de chantier.</p> <p>* La réalisation des protections et signalisations communes de sécurité à</p> | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|

| | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|
| <p>usage du personnel de l'entreprise et à usage des tiers (public, locataires).</p> <p>* Les redevances pour l'occupation éventuelle du domaine public.</p> <p>Les frais des équipements et installations de sécurité collective et individuelles (voir PGC).</p> <p><u>Les prestations suivantes sont à la charge de l'entreprise du Maître d'Ouvrage:</u></p> <p>* Les installations de chantier à usage du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvre (avec installation du téléphone).</p> <p>* Le nettoyage quotidien des installations</p> <p>- Nettoyages</p> <p>Nettoyage général intérieur et extérieur pendant les travaux à charge de chaque corps d'état ainsi qu'un nettoyage pour l'entièreté de la façade et des extérieurs pour la livraison.</p> <p>A charge du lot peinture avant pré réception et réception y compris les sols, corps de chauffe et vitres sur les 2 faces.</p> <p>.</p> <p>En cas de défaillance des entreprises ou d'insuffisance en ce qui concerne les nettoyages, ces derniers seront réalisés par une entreprise choisie par le Maître d'Ouvrage, cette prestation étant exécutée aux frais des enreprises et ce sur simple constat</p> <p><u>Compte prorata:</u></p> <p><u>Sans objet</u></p> <p>L'entrepreneur attributaire des travaux du lot GROS-OEUVRE sera chargée de l'organisation collective du chantier concernant le panneau de chantier et des clôtures (si nécessaires).</p> <p>Il est bien précisé que l'entrepreneur ainsi désigné n'est chargé que de l'organisation collective et en aucune façon de la coordination.</p> <p>L'entrepreneur de ce lot n'est chargé que de fournir, mettre en oeuvre et entretenir les dispositifs communs et ce jusqu'à la fin des travaux de tous les corps d'états, tels que les branchements et alimentations provisoires, les protections collectives de type garde corps.</p> <p>Il est précisé que chaque entrepreneur demeure responsable de l'hygiène et de la sécurité conformément au droit commun et au cahier des charges.</p> <p>En cas de défaillance de l'entreprise, sur simple constat du maître d'oeuvre, le maître d'Ouvrage peut prendre les mesures nécessaires aux frais de l'entrepreneur.</p> <p>Une personne sera désignée pour l'ouverture du chantier le matin et la fermeture le soir, pendant la durée totale du chantier et ce pour chaque phase planifiée.</p> <p>Cette personne devra être clairement identifiée auprès de la Maitrise d'oeuvre et du Maître d'ouvrage (nom et coordonnées).</p> <p><u>Tout manquement entraînera la mise en place d'un service de gardiennage à la charge de l'ensemble des entreprises</u></p> <p><u>Documents techniques et règlements:</u></p> <p>Les travaux faisant l'objet du présent marché seront conformes aux normes et règlements en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix.</p> <p>Les prescriptions de mise en oeuvre et les caractéristiques de dimensions, de formes, de qualité des matériaux employés dans les ouvrages, ou entrant dans la composition des produits confectionnés employés, seront celles du Cahier des Clauses techniques Générales</p> | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|

| | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|
| <p>(C.C.T.G. Décret n°93-446 du 23 mars 1993).</p> <p>Pour les présents travaux, le C.C.T.G. est complété par les documents suivants, qui sont donc rendus contractuels:</p> <ul style="list-style-type: none">- Tous les Cahiers des Charges des Documents Techniques Unifiés (C.C. - D.T.U.) et Cahiers des Clauses Spéciales (C.C.S. - D.T.U.) parus au premier du mois d'établissement des prix, même s'ils ne figurent pas au C.C.T.G.- Toutes les Normes Françaises (NF) homologuées: les produits manufacturés bénéficiant d'une marque de conformité aux NP homologuées devront être utilisés en priorité.- Tous les procédés, matériaux et composants nouveaux, dont la fabrication ou la mise en oeuvre non traditionnelles échappent aux C.C. - D.T.U devront posséder un avis technique favorable en cours de validité, délivré par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B.). Ces avis techniques devront être communiqués au Maître d'Oeuvre, avant l'emploi des matériaux et des Procédés correspondants, pour approbation.- Dans le cadre du devis descriptif, les entrepreneurs emploieront, ou pourront proposer des matériaux ou procédés de construction échappant au C.C.T.G. ou autres documents cités ci-dessus. Dans ce cas, l'entreprise devra présenter aux Maîtres d'Ouvrage et d'Oeuvre. le Cahier des Charges du fabricant et une attestation de l'assurance conjointe fabricant/poseur propre au chantier couvrant sa responsabilité, décennale ou biennale, propre à l'objet concerné. Après étude de ces documents l'approbation, par les Maîtres d'Ouvrage et d'Oeuvre des produits et travaux proposés, rendra contractuels les Cahiers des Charges des fabricants qui devront être strictement respectés.- Toutes les règles techniques d'organismes compétents à caractère officiel (U.T.I., C.S.T.B., ...).- Tous les textes législatifs et administratifs (lois, ordonnances, règlements, circulaires, arrêtés, décrets...) nationaux, départementaux et municipaux, en particulier la circulaire relative à la sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public. <p>Nettoyage de chantier / Tri des déchets</p> <p>Pour l'ensemble des entreprises</p> <ul style="list-style-type: none">- Nettoyage de chantier et des accès chantier : <p>Les entreprises doivent le nettoyage des voiries, de l'accès chantier, des circulations verticales et horizontales piétonnes intérieures et si nécessaire de la voie publique aux abords du chantier.</p> <p>Éventuellement celles-ci seront lavées et balayées avec des moyens appropriés</p> <p>En cas de non respect de cette règle, le maître d'oeuvre, sur simple constatation et notification sur le compte-rendu, fera exécuter ces nettoyages par l'entreprise de son choix. La facture correspondante à ces travaux sera déduite des situations de l'ensemble des entreprises.</p> <p>Tri des déchets :</p> <p>Chaque entreprise gère ses déchets comprenant</p> <ul style="list-style-type: none">. location, enlèvement et remplacements des bennes pleines de déchets pendant toute la durée du chantier et ce autant qu'il sera nécessaire. <p>La répartition des matériaux triés suivant 4 volumes de déchets différents, compris pictogrammes lisibles</p> <p>Hsur chaque volume doit s'effectuer de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">. 1er volume type benne :- Contenant déchets bois: bois traités ou non traités, palettes, planches, bois de coffrage (pas de bois stratifié).. 2 ème volume type caisse- Contenant déchets métaux et ferraille: fers à béton, profilés | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|

| | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|
| <p>métalliques, cuivre, inox, robinetterie, tuyauteries, fonte, aluminium.</p> <p>- Contenant déchets Industriels banals (DIB): tout venant non recyclable n'entrant dans aucune des catégories précédentes (laine de verre et de roche, faux plafond, polystyrène, PVC), plâtre ou matériaux inertes mélangés à du plâtre</p> <p>. 3ème volume type benne :</p> <p>- Contenant déchets inertes: parpaings, béton , briques, carrelage, faïence, verre ordinaire (si accepté par l'éliminateur), pierre (pas de laine minérale, plâtre et matériaux mélangés avec du plâtre).</p> <p>. 4ème volume type petit bidon (environ 1 m3) :</p> <p>- Contenant déchets industriels spéciaux (DIS): peinture et vernis, solvants, huiles de décoffrage, goudrons et dérivés, et leurs emballages (fûts, bidons refermés et pots de peinture avec couvercles), consommables et films étirables souillés.</p> <p>Pour l'ensemble des entreprises:</p> <p>- Nettoyage de chantier / Tri des déchets :</p> <p>Chaque entreprise doit assurer de façon permanente le parfait état de propreté du chantier, autant intérieurement, qu'extérieurement pendant toute la durée des travaux. Il est absolument interdit de brûler et d'enfouir les déchets de quelque nature que ce soit sur le site ou à proximité du site.</p> <p>Chaque entreprise se charge de l'évacuation de ses propres déchets et de leurs tris ainsi que des bennes</p> <p>En cas de non respect de ces règles, le maître d'oeuvre , sur simple constatation et notification sur le compte-rendu, fera exécuter ces nettoyages par l'entreprise de son choix.</p> <p>En cas de non respect, imputation à l'ensemble des entreprises</p> <p>Pour le lot Électricité courant faible et plomberie</p> <p>Chauffage de chantier Coffrets de chantier intérieurs Éclairage provisoire Dans le cadre du calendrier, le bâtiment est en service et en fonctionnement, l'entreprise réalisera les consignations sélectives des réseaux, les purges et les mises en services au droit de chaque zone impactée .</p> <p><u>Bases techniques du projet:</u></p> <p>- Plans de relevé d'état des lieux par le géomètre AGATE</p> <p>- Dossier d' AT en cours d'instruction</p> <p>-Dossier de DP n° DP 038336 23 10038 déposé le 25/05/2023, avec décision de non opposition délivrée par la commune de REVENTIN VAUGRIS en date du 16/06/2023.</p> <p>- RAPPORT DE SOL : Sans objet</p> <p>Néanmoins, si l'entreprise de gros oeuvre estime cette étude nécessaire, elle doit prévoir la réalisation à ses frais de toute étude et sondages qu'elle jugera nécessaire pour la bonne exécution des travaux.</p> <p>- Sismicité Zone : 3</p> | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|

| | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|
| <p>Catégorie d'importance II</p> <p>- Neige et vent Neige : classement région zone C2. Vent : région 1</p> <p>Étanchéité à l'air et à l'eau: Zone 2, situation b</p> <p>RT par élément</p> <p>- Zone climatique : H1</p> <p>température extérieure hivernale de base - 11 °C température extérieure estivale de base + 32 °C avec 33% HR</p> <p>- Altitude moyenne de la commune 267 m</p> <p>-Surcharges d'exploitation:</p> <p>Selon indications portées au différents lots sur les plans du BET structures SORAETEC et des équipementiers DIPLEX et WEINMANN.</p> <p><u>Sans objet, le Maître d'Ouvrage confirme que le local a été construit après 1997</u></p> <p>-Les installations de chantier Les installations de chantier sont à définir par les entreprises pour l'exécution de leurs travaux en se référant aux exigences du PGC et du code du travail, compris mise en place des sécurités collectives pour leurs travaux.</p> <p>Les prescriptions qui suivent et qui n'ont pas un caractère exhaustif donnent les exigences minimum auxquelles devront répondre ces installations: Respect de l'environnement : limitation du bruit, précautions pour éviter la poussière les salissures sur les voiries publiques, etc... A ce sujet les entreprises devront respecter les contraintes d'horaires de travail qui pourraient leurs être imposées par la municipalité sans que cela n'ait d'incidence sur le montant forfaitaire de leur marché.</p> <p>La sécurité et l'hygiène des personnes travaillant sur le chantier devront être assurées en se référant aux exigences prévues au PGC et au code du travail La sécurité des tiers. Le panneau de chantier. : d'une dimension minimum de 3.00 m par 1.50 m, il sera solidement implanté, réalisé en couleur avec toutes les indications et logos demandés par le Maître d'Ouvrage. Les bureaux et équipements pour le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre. D'un local de stockage des échantillons.</p> <p>En fin de chantier l'entrepreneur du lot Gros Oeuvre devra la remise en état complète des lieux utilisés pour les besoins du chantier.</p> <p>Implantation des ouvrages Les entrepreneurs doivent l'implantation de leurs ouvrages.</p> <p>D'autre part, l'entrepreneur du lot Gros oeuvre doit faire établir à ses frais, par un géomètre agréé par le Maître d'Ouvrage, un contrôle de l'implantation des bâtiments à construire. (Si nécessaire)</p> | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|

| | | | | | | |
|--|---|--|--|--|--|--|
| | <p>Réservations, percements et scellements Les réservations devront être données à l'exécution par les entreprises adjudicataires.</p> <p>Toutes les réservations à prévoir dans les planchers, voiles, façades et poutres d'une dimension supérieures à 10 x 10 cm devront faire l'objet d'une demande du lots concerné aux entreprise de Gros-œuvre et charpente métallique.</p> <p>Les entreprises de Gros œuvre et charpente métallique assureront la synthèse des réservations et devront transmettre les études établies par leurs bureaux d'étude structure pour obtenir l'accord du bureau de contrôle.</p> <p>Après accord, ces réservations seront portés sur les plans de structure et plans d'atelier et de chantier fournis par les Entreprises</p> <p>Ces demandes de réservations devront intervenir avant le lancement du chantier, le rebouchage en maçonnerie après ces ouvrages sera à la charge du lot Gros oeuvre.</p> <p>Les réservations égales ou inférieures à 10 x 10 cm ne seront pas portées sur les plans de réservation, elles seront percées et rebouchées par le lot concerné.</p> <p>Pour toutes les autres réservations à prévoir dans les cloisonnements, plafonds, etc. , chaque entreprise concernée prendra à sa charge le percement et le rebouchage de ces réservations quelque qu'en soit la dimension.</p> <p>Provenance et qualité des matériaux Sur l'ensemble du chantier, les matériels et matériaux utilisés seront neufs et de premier choix, Ils porteront l'estampille NF toutes les fois où la catégorie de matériel correspondante fait l'objet de l'attribution d'un label de qualité</p> <p><u>Caractéristiques environnementales et sanitaires des matériaux et produits de construction</u></p> <p>Tous les produits et procédés de construction feront l'objet d'une validation de la part du Maître d'Oeuvre avant pose sur la base des données suivantes à fournir selon cas :</p> <ul style="list-style-type: none">- fiche technique- fiche de déclaration environnementale et sanitaire- certificat ACERMI- label ou justificatif- fiche de données de sécurité <p>Les matériaux devront faire l'objet d'une validation au regard des exigences et performances environnementales et sanitaires. Tout Produit ou matériau mis en place ou utilisé sans accord préalable du Maître d'oeuvre et non-conforme aux exigences décrites sera remplacé aux frais et à la charge de l'entreprise défaillante.</p> <p>. L'huile de décoffrage sera 100% végétale, 60% biodégradable et contiendra moins de 2.5% de produits dangereux.</p> <p>. Origine des bois : La provenance des bois sera justifiée par la production d'un label garantissant que les bois proviennent d'exploitations durablement gérées (Label FSC ou PEFC ou équivalent). Les bois exotiques sont proscrits.</p> <p>Les essences locales doivent être privilégiées.</p> <p>. Les poutres lamellées collées devront répondre au marquage E1 (faible émissivité en formaldéhyde) ou aux classes d'émission les moins contaminantes</p> <p>. Les panneaux à base de bois seront exigés avec colle sans formaldéhyde (E1) et sans COV.</p> <p>. Les panneaux de contreplaqué de classe A selon la Norme NF EN 804</p> <p>. Les panneaux de particules de classe 1 selon la NF EN 312</p> | | | | | |
|--|---|--|--|--|--|--|

| | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|
| <p>. Les panneaux de fibres de classe A selon la NF EN 622-1.</p> <p>. Produits de traitements du bois :</p> <ul style="list-style-type: none">- Préférer des essences naturellement durables pour la classe de risque qui, par la conception même du bâtiment, ne nécessitent pas de produits de traitement du bois, et auront ainsi une bonne recyclabilité,- Dans la mesure où un traitement est effectivement nécessaire, les produits certifiés CTB-P+ seront exigés.- Les traitements du bois à base de créosote ou de Penta-Chloro-Phénol (PCP) sont proscrits. Le traitement CCA est interdit. <p>. Produits de finition dont colles et peintures :</p> <ul style="list-style-type: none">- Exigence de peintures, lasures, vernis et colles labellisés Ecolabel européen, Ange Bleu, Nature plus ou cygne blanc- Exigence de peintures "sans solvants" de type alkydes en émulsion contenant moins de 15 grammes de COV par litre de produit (sauf peinture de sol et vernis).- Interdiction de l'usage de peintures contenant des éthers de glycol.- L'ensemble des produits de traitement et de finition intérieure contiendront moins de 2,5% de produits dangereux (justification par fiche de données de sécurité).- Exigence d'utilisation de colles sans solvants en dispersion aqueuse. Le système EMICODE (Allemand) doit être utilisé en utilisant des colles de classification EC1 (très faible émission de COV). <p>. Produits isolants:</p> <p>Les panneaux de fibres minérales mis en oeuvre devront justifier des tests de non-cancérogénité (taille et biosolubilité des fibres) prévus par la directive Européenne 97/69/CE du 5/12/97 (transposée en droit français le 28/08/98).</p> <p>Pas de produits classés Xn au sens de la directive européenne 97/69/CE. Les fibres minérales utilisées comme isolant seront classifiées EUCEB, comme non cancérogènes et ne contiendront pas de colle acrylique.</p> <p>. Produits à base de plâtre:</p> <p>Le plâtre utilisé ne sera pas produit à partir de phosphogypses susceptibles de contenir des éléments radioactifs.</p> <p><u>Solutions alternatives</u></p> <p>Lorsque le CCTP n'impose pas une solution entièrement définie, les entrepreneurs peuvent proposer des solutions alternatives, sous réserves qu'elles respectent les exigences demandées dans le CCTP (techniquement et esthétiquement équivalent)</p> <p>Néanmoins, et de façon exceptionnelle les entrepreneurs peuvent proposer des solutions alternatives qui ne respectent pas la totalité des exigences à condition de joindre à leur offre un mémoire explicitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- La ou les exigences non respectées et les valeurs proposées en remplacement- La justification de ce non respect (procédé constructif spécifique par exemple)- Les solutions de compensation éventuellement proposées <p>Quoi qu'il en soit, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Bureau de Contrôle resteront seuls juges pour accepter ou refuser les solutions alternatives proposées par l'Entreprise</p> <p><u>Assurances Procédés non traditionnels</u></p> <p>En plus de ses assurances Responsabilité Civile, l'entreprise devra être assurée au titre des garanties décennales et biennales.</p> | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|

| | | | | | | |
|--|---|--|--|--|--|--|
| | <p>Lorsqu'elle sera amenée à utiliser des matériaux ou des procédés non traditionnels (ceux-ci relevant des DTU), elle devra, un mois avant mise en oeuvre sur chantier, fournir au Maître d'Oeuvre et au Bureau de Contrôle ;</p> <ul style="list-style-type: none">- Soit un avis technique.- Soit une assurance spéciale qui doit être acceptée par le Bureau de Contrôle. <p><u>Démolitions pour défaut de réalisation</u></p> <p>Les ouvrages ou parties d'ouvrages présentant des défauts ou manquements vis à vis des exigences définies dans le C.C.T.P. seront, sur simple injonction du Maître d'Oeuvre en concertation avec le Maître d'ouvrage, immédiatement démolis par l'entrepreneur responsable à ses frais.</p> <p>Prototypes - Présentation d'échantillons ouvrages témoins Pour les ouvrages répétitifs à la demande du Maître d'ouvrage, les entreprises devront l'exécution et l'essai d'un prototype.</p> <p><u>Présentation des échantillons :</u></p> <p>Une présentation complète des échantillons sera réalisée en tout début de la période de préparation et dans des délais compatibles avec le délai global, l'entreprise devra également réaliser une nomenclature exhaustive des matériels, matériaux et teintes mis en place sur le chantier, ces deux points afin que le Maître d'ouvrage puisse entériner les dispositions d'aménagements prévus, nature des prestations ainsi que la qualité de la réalisation.</p> <p>Cet accord du Maître d'Ouvrage devra être obtenu avant toute passation de commande par les entreprises des matériaux et appareillages à mettre en oeuvre.</p> <p><u>Opérations Préalables à la Réception</u></p> <p>Les OPR s'entendent essais réalisés et vérifications du bureau de contrôle effectuées. Le planning détaillé établi par les entreprises devra intégrer les délais particuliers et réalistes pour ces OPR.</p> <p>Si les, ou certains essais des OPR sont défavorables, les entreprises devront effectuer les travaux pour satisfaire aux exigences, et ce avant que le bureau de contrôle effectue une vérification finale. Si les essais donnent encore des résultats non satisfaisants, les entreprises prendront à leur charge les frais des essais ultérieurs.</p> <p><u>Garanties particulières</u></p> <p>Les éléments constitutifs du clos/couvert, des revêtements des façades seront garantis 10 ans. Les peintures extérieures et les protections antirouille des structures et ouvrages métalliques réalisées sur le chantier seront garanties 5 ans</p> <p>Les plantations et espaces verts seront garantis 1 an, avec obligation de remplacer les arbres ou arbustes qui n'ont pas pris.</p> <p><u>Dossier des ouvrages exécutés</u></p> <p>Les entreprises devront fournir au moment des opérations préalables à la réception leur dossier des ouvrages exécutés en 3 exemplaires papier dans un classeur suivant la présentation définie par le Maître d'Ouvrage et 2 informatiques:</p> <ul style="list-style-type: none">- Les plans de recollement.- Les notices de fonctionnement et d'entretien.- La nomenclature des appareillages mis en oeuvre dans les installations avec mention de leur marque types et références.- Pour les matériaux et équipements spécifiques, les coordonnées du fabricant ou des fournisseurs | | | | | |
|--|---|--|--|--|--|--|

| | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|
| <p>- Les Procès- Verbaux des essais de réaction ou résistance au feu des différents matériaux mis en oeuvre suivant demande du Bureau de Contrôle et des Services de Sécurité.</p> <p>L'ensemble de ces documents sera présenté dans un seul et même dossier avec un bordereau récapitulatif des pièces permettant au CSPS d'établir son DIUO.</p> <p><u>Marques, modèles, échantillons et coloris</u></p> <p>Chaque fois qu'un article est défini avec un type et marque précis (en général plusieurs marques possibles) l'entreprise devra répondre en solution de base avec l'un des produits décrits.</p> <p>Tous produits non soumis à l'agrément du maitre d'ouvrage sont réputés refusés d'avance.</p> <p>Les produits préconisés par le CCTP seront également présentés sous forme d'échantillons</p> <p>Les entrepreneurs peuvent néanmoins, de leur propre initiative, présenter des solutions différentes en variante. Dans ce cas, elles devront prendre en compte toutes les incidences qu'elles peuvent avoir sur les lots des autres lots.</p> <p>Lorsqu'une marque ou type est donné à seule fin d'exemple, les entreprise peuvent proposer tout produit répondant à description ou au classement prévu. Lorsqu'une obligation de résultat est imposée aucun produit n'est fixé ou alors seulement cité à titre d'exemple, par contre l'obligation est impérative d'être titulaire du classement ou label imposé.</p> <p>Les entreprises qui proposent un produit s'engagent sur le résultat demandé au C.C.T.P., celui ci devra être approuvé par le Maître d'Ouvrage sur conseil du Maître d'Oeuvre</p> <p>Si elles ne peuvent justifier de l'obtention du label, elles doivent remplacer sans aucune variation de prix le produit qu'elles ont prévu par un produit labellisé correspondant aux exigences et aux normes en vigueur.</p> <p>Les entrepreneurs devront présenter pendant la période de préparation, à la date fixée par le Maître d'Oeuvre, un échantillonnage du matériel retenu, ainsi que tous les prototypes de matériels fabriqués qui lui seront demandés.</p> <p>Ces échantillons resteront exposés jusqu'à la fin du chantier.</p> <p>En complément, les entreprises devront demander au maitre d'ouvrage de définir le choix des coloris avant toute commande. Elles ne pourront arguer de retard si leur commande n'a pas été faite assez tôt (en fonction des délais).</p> <p><u>Condition d'exécution des travaux:</u></p> <p><u>Conditions spécifiques du chantier</u></p> <p>Avant la remise de son offre, l'entrepreneur devra se rendre sur place, pour vérifier les conditions de chantier (accès, stockage...) et d'intervention.</p> <p>L'entrepreneur doit prendre en compte les conditions du planning joint au dossier.</p> <p>Chaque entreprise est responsable de la neutralisation, de la signalisation et des protections de ses zones d'interventions.</p> <p><u>Chantier à faibles nuisances</u></p> <p>Toute démarche de développement durable menée sur une opération de construction se doit d'être</p> | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|

| | | | | | | |
|--|---|--|--|--|--|--|
| | <p>cohérente durant toutes ses phases, qu'elles soient de faisabilité, d'études, opérationnelles ou post-opérationnelles.</p> <p>Ainsi, les efforts demandés à l'équipe de maîtrise d'oeuvre, en phase conception notamment, pour diminuer l'impact environnemental global du projet doivent être poursuivis lors des travaux.</p> <p>En effet, toutes dispositions doivent être prises en phase « chantier » pour limiter les nuisances générées et ainsi:</p> <ul style="list-style-type: none">. s'assurer de la propreté du chantier et du respect de la réglementation en vigueur pour le tri des déchets,. s'assurer de la non propagation des poussières depuis les zones d'intervention,. s'assurer de la limitation des nuisances auditives et visuelles depuis les zones d'intervention,. s'assurer de la sécurité des zones d'intervention. <p><u>Plans et devis:</u></p> <p>L entreprise reprendra, sur place, les côtes de ses ouvrages et sous sa responsabilité. Sauf les dessins à grandeur d'exécution, aucune côte ne devra être prise à l'échelle. l' entreprise fera préciser, au Maître d'Oeuvre, les côtes qui lui feront défaut.</p> <p>L' entreprise doit comprendre dans son offre les trous, scellements et raccords nécessaires à l'exécution des ouvrages.</p> <p>Ainsi que tous les percements dans l'existant. aucun travail provenant de rectification, d'erreur ou d'omission ne pourra faire l'objet de supplément au prix global.</p> <p><u>Protection des ouvrages:</u></p> <p>Tous les matériaux sensibles aux agents atmosphériques seront stockés à l'abri des intempéries, de l'humidité, du soleil et suivant les cas. Tout élément ayant subi des détériorations ou des phénomènes incompatibles, à sa mise en oeuvre devra être immédiatement évacué du chantier.</p> <p>Tous les ouvrages seront soigneusement protégés en cours de chantier, et en particulier les seuils, bandeaux, appuis et ouvrages similaires qui risquent des épaufrures.</p> <p>Les matériaux et matériels dangereux (incendie explosion etc...) devront faire l'objet d'un plan de stockage agréé par le SPS (local séparé).</p> <p>Les surfaces finies d'ouvrages métalliques, les surfaces laquées, anodisées, etc., seront mises en oeuvre protégées par des bandes adhésives, des vernis préalables, solubles ou autres pouvant être enlevés facilement en fin de travaux.</p> <p>L'entreprise doit mettre en oeuvre tous les moyens nécessaires pour la protection de ses matériaux et de ses ouvrages contre le risque de vol, de détournement et de dégradations de toute origine (vandalisme, conditions météorologiques, ...) et ce jusqu'à la réception des travaux.</p> <p>De plus, pendant l'exécution de ses travaux, l'entreprise doit prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux matériaux ou ouvrages. Elle reste responsable des conséquences résultantes aux manquements à ses obligations.</p> <p><u>Sécurité de chantier:</u></p> <p>Sécurité et protection de la Santé :</p> <p>Les éléments de sécurité satisfaisant lors des opérations de construction des bâtiments seront conformes à la directive 92/57/CEE du 24/02/92, loi n° 93.1418 du 31/12/93 et ses décrets d'application 94-1159 du</p> | | | | | |
|--|---|--|--|--|--|--|

| | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|
| 26/12/94 | | | | | |
| <p>L'importance du chantier nécessite la mise en place d'un Plan Général de Coordination, Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS).</p> <p>Toutes les entreprises, y compris celle de V.R.D, devront réaliser un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).</p> <p>Pendant toute la durée du chantier, l'entrepreneur est tenu de prendre toutes les dispositions et les mesures propres à assurer la sécurité de son propre personnel, du personnel des autres entreprises travaillant sur le chantier, des tiers et des activités avoisinantes.</p> <p>Tous les matériels et engins utilisés sur le chantier seront munis des sécurités nécessaires.</p> <p>Toutes les entreprises prendront en compte, dans les offres, les frais engendrés par la sécurité.</p> <p>Les dispositions de sécurité prises pour la construction sont principalement :</p> <p>Protections individuelles (Chaussures de sécurité, casques, gants, harnais, tenue de travail couvrante, etc...)</p> <p>Protections collectives (garde-corps au droit des trémies et rives de plancher et/ou de terrasses, obturation provisoires des trémies de toute section, filet en bas de pente ou en sous face de structure métallique (charpente), délimitation de périmètre de sécurité lors des phases d'approvisionnement, signal sonore sur les véhicules lors des phases de manœuvre, passerelle sur tranchées, etc... et toutes mesures de sécurité mentionnées au PGCSPS.</p> <p>Moyens de levage (nacelles, grue à tour, grue mobile, treuil, lève-plaques, etc...)</p> <p>Moyens de transport de charge (transpalettes, chariots, diables, etc...)</p> <p>Tous les éléments usuels propres à chaque corps d'état.</p> <p>Ces recommandations seront reprises et redéfinies par le Coordonnateur SPS dans le cadre de sa mission et suivant l'analyse des dossiers transmis lors des phases d'études et de préparation de chantier.</p> <p>Un PGCSPS établi par le Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé est joint en annexe de ces pièces conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>L'application des mesures de sécurité édicté dans le PGCSPS sont applicables dans leurs intégralités au titre du marché de travaux dans le cadre de la présente consultation.</p> <p><u>Essais et vérifications de fonctionnement:</u></p> <p>La liste et description de ces essais et vérifications sont données par les documents techniques AQC (Ex COPREC No 1 et N°2)</p> <p>Ces prestations intéressent les lots suivant:</p> <p>Lots</p> <p>Documents</p> <p>Réseau de distribution collective et radio diffusion Document A.T.</p> <p>Chauffage Document C.H.</p> <p>Installations électriques Document E.L.</p> <p>Plomberie - Sanitaire Document P.B.</p> <p>Portiers électroniques</p> | | | | | |

| | | | | | | |
|--|---|--|--|--|--|--|
| | <p>Document P .E Plomberie (réseau d'alimentation en eau)Document R.A.</p> <p>Gros Œuvre (réseau d'évacuation) Document R.E</p> <p>V .M.C.(Ventilation Mécanique Contrôlée)Document V.M.</p> <p>Étanchéité PV d'épreuve d'étanchéité à l'eau</p> <p>NOTA : Indépendamment des essais AQC (ex COPREC) , tous les organes relatifs à la sécurité, exemple: blocs de sécurité, devront obligatoirement être essayés lors de la visite de réception et le résultat consigné sur le Procès-Verbal.</p> <p>"La production des Procès-verbaux d'essais "COPREC - AQC" est indispensable au règlement de la dernière situation de travaux".</p> <p><u>Livraison des locaux -nettoyage:</u></p> <p>Tous les bâtiments et les terrains, propriétés du Maître d'Ouvrage, seront livrés en parfait état de propreté. Chaque entreprise doit le nettoyage en cours et en fin d'intervention de son lot, L'entreprise mettra ses déchets sur le site dans des bennes prévues à cet effet dans le cadre du compte prorata par l'entreprise de gros oeuvre.</p> <p><u>Variantes et options:</u></p> <p>Le projet de base est celui dans les C.C.T.P. indiquant les prestations à mettre en œuvre. Les Entreprises doivent obligatoirement faire leur offre de prix sur cette base. Les références de matériel sont données à titre indicatif. Les Entreprises pourront proposer des matériels techniquement équivalents, le Maître d'ouvrage se réservant toutefois le droit d'imposer pour des raisons de qualité celui prescrit sans pour cela que les Entreprises puissent prétendre à une plus value. Les variantes et options décrites dans les C.C.T.P. doivent être obligatoirement chiffrées. Des variantes peuvent être proposées par les Entreprises. Elles doivent être clairement décrites et comprendront toutes les sujétions et répercussions sur les autres lots. Elles ne pourront être prises en compte que dans la mesure où les Entreprises auront répondu au dossier de base.</p> <p>Total du Chapitre H.T.: Préambule</p> <p>Total du Lot H.T. :</p> <p>Montant T.V.A.</p> <p>Total du Lot T.T.C. :</p> | | | | | |
|--|---|--|--|--|--|--|

Montant €
(t.v.a. 00%)

Chapitre : 01 Préambule

Lot : 00 Prescriptions communes à tous les lots

Montant T.V.A.

Total du Lot T.T.C. :

Récapitulation T.C.E

Montant €
(t.v.a. ~~00%~~)

Lot : 00 Prescriptions communes à tous les lots

Total Général :

Montant T.V.A :

Total Général T.T.C. :

SOMMAIRE

00 Prescriptions communes à tous les lots

01 Préambule

Recapitulation du Lot

Recapitulation Tout Corps d'Etat